UE: polémique autour d’un accord commercial avec le Burundi

RFI, 05-07-2016 La Commission europÃ©enne est sur la voie d'un accord commercial avec Bujumbura. La commission Commerce international du Parlement europÃ©en s'est rÃ©unie la semaine derniÃ¨re et a donnÃ© son feu vert pour la signature prochaine d'un Accord de partenariat Ã©conomique avec cinq pays d'Afrique de l'Est et centrale, dont le Burundi. Ce texte devrait Ãªtre ensuite prÃ©sentÃ© en septembre prochain devant le Parlement europÃ©en.

Le texte ne rÃ©jouit pas tous les dÃ©putÃ©s europÃ©ens. La dÃ©putÃ©e socialiste belge Marie Arena s'y oppose, notammen cause de la situation des droits de l'homme au BurundiÂ : Â«Â Il y a lÃ un vrai problÃ¨me de cohÃ©rence politiqueÂ Â», dit-elle. La parlementaire demande que la Commission europÃ©enne reporte la signature du partenariat avec le Burundi. En effet, Bujumbura est sous sanctions europÃ©ennesÂ suite Ã la rÃ©Ã©lection trÃ¨s contestÃ©e du prÃ©sident Nkurunziza et aux mult violations des droits de lâ€™homme par le pouvoir. Dans ces conditions, pour la dÃ©putÃ©e belge, aucun accord commercial nâ€™est possible pour lâ€™instantÂ : Â«Â Le commerce doit Ãªtre un moyen pour aider au dÃ©veloppement, mais aussi aider dÃ©mocratie et pas lâ€™inverseÂ Â», fait-elle valoir. Et d'ajouterÂ : Â«Â Aujourdâ€™hui, on est en train de prouver que le com peut Ãªtre un commerce qui soutient des rÃ©gimes. Comment voulez-vous pouvoir faire pression sur un pays, si finalement vous lui ditesÂ : "Vous ne respectez pas les droits de lâ€™homme, mais en mÃªme temps ne vous inquiÃ©tez pas, on va continuer Ã commercer avec vous.Â "Â Â» InterrogÃ©, un porte-parole de la Commission europÃ©enne rÃ©pond que ce partenariat aidera au dÃ©veloppement et quâ€™il est liÃ© Ã lâ€™accord de Cotonou. L'accord de Cotonou a Ã©tÃ© signÃ© en reconnaÃ®t les droits de lâ€™homme comme une composante essentielle des partenariats Europe-Afrique. Or, en mars dernier, une enquÃªte avait conclu que le Burundi ne respectait pas les principes de Cotonou. Mais cela nâ€™avait pas suffi Ã stopper la mise en place de ce partenariat. La dÃ©putÃ©e Marie Arena espÃ¨re donc bien rallier suffisamment de dÃ©putÃ©s pour bloquer la procÃ©dure lors du vote de septembre au Parlement europÃ©en.